(Syndicat des chemins de fer de Ceinture C. Delisse et autres.)
— ARRÊT.

LA COUR; — Sur l'unique moyen du pourvoi pris de la violation des art. 1382, 1383, 1384 c. civ., 9 de la loi du 11 juin 1842, 21 de la loi du 15 juill. 1845, 58, 76 du décret réglementaire du 1^{er} mars 1901, 13, titre 2, de la loi des 16-24 août 1790 : — Attendu que l'ordonnance du 15 nov. 1846, modifiée et complétée par le décret réglementaire du 1^{er} mars 1901, impose aux compagnies de chemins de fer le devoir de régler l'ordre intérieur des gares et d'assurer la surveillance de la voie et la sécurité des voyageurs; — Attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué (Paris, 1^{er} août 1907) que, le dimanche 8 nov. 1903, la dame Delisse, accompagnée de ses trois enfants, se trouvait sur le quai de la gare de la Maison-Blanche, lorsque, à l'arrivée du train, une bousculade, occasionnée par l'affluence considérable des voyageurs, se produisit; que la dame Delisse et l'une de ses filles furent précipitées sous les roues d'un wagon avant l'arrêt complet du train, et que cet accident a occasionné la mort de la dame Delisse et causé de graves blessures à sa fille; — Attendu que l'arrêt a retenu contre le Syndicat du chemin de fer de Ceinture deux causes de responsabilité résultant : 1^o de l'envahissement des quais de la gare par une foule trop nombreuse; 2^o du fait de n'avoir eu aucun employé disponible pour contenir cette foule et mettre un peu d'ordre parmi les voyageurs pressés de prendre le train; — Attendu que, pour échapper à cette responsabilité, le Syndicat des chemins de fer de Ceinture objecte que, dans la circonstance, il n'a fait que se conformer aux instructions ministérielles prescrivant aux compagnies de laisser le libre accès des quais de la gare aux voyageurs munis de leur billet, et, d'autre part, que l'accident survenu doit être attribué à l'imprudence de la dame Delisse, qui aurait dû attendre l'arrêt complet du train avant d'essayer d'y prendre place avec ses enfants; — Mais attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué qu'aucune imprudence n'a été relevée à la charge de la dame Delisse et de ses enfants et que l'accident a été occasionné par la bousculade qui s'est produite et qui a projeté sur la voie la dame Delisse et sa fille; que, d'autre part, les instructions ministérielles prescrivant aux compagnies de chemins de fer de laisser le libre accès des quais de la gare aux voyageurs munis de leur billet, ne sont point exclusives des mesures de surveillance indispensables pour la sécurité des voyageurs; qu'aux termes de ces instructions, les compagnies sont autorisées à suspendre momentanément le libre accès des voyageurs sur les quais de toutes les gares, en cas de circonstances exceptionnelles, telles qu'affluence inusitée de voyageurs ou incidents imprévus; — Qu'il suit de là qu'en statuant comme elle l'a fait, en l'état des circonstances relevées par son arrêt, la cour de Paris, dont la décision est suffisamment motivée, n'a violé aucun des textes et règlements invoqués par le pourvoi; — Par ces motifs, rejette.

Du 23 mars 1909. — Ch. req. — MM. Tanon, pr. — Alphandéry, rap. — Lombard, av. gén., c. conf. — Pérouse, av.

REQ. 8 janv. et 12 juin 1907. — TRAVAIL, OUVRIER, ACCIDENT, RISQUE PROFESSIONNEL : 1^o ENTREPRISES ASSUJETTIES ; 2^o TRAVAIL PRIVÉ ; 3^o à 6^o TRAVAIL AGRICOLE,

qu'exception puisse être faite, sur la demande des compagnies et avec leur autorisation expresse, pour certaines gares qui seraient reconnues présenter des conditions d'exploitation particulièrement difficiles, il concède également, pour toutes les gares et stations, que certaines circonstances extraordinaires ou de force majeure y puissent rendre nécessaire l'interdiction momentanée du libre accès aux quais intérieurs. J'ai décidé, en conséquence, qu'il y avait lieu d'appliquer sans retard, d'une manière générale, les prescriptions de la circulaire ministérielle du 10 janv. 1885, aux conditions suivantes : 1^o Les compagnies soumettront à l'Administration la liste des gares dans lesquelles il leur paraîtrait indispensable de faire exception à la règle générale, en indiquant pour chacune d'elles les raisons qui justifieraient cette exception; — 2^o Elles seront autorisées à suspendre momentanément le libre accès des voyageurs sur les quais de toutes les gares en cas de circonstances exceptionnelles, telles qu'affluence inusitée de voyageurs ou incidents imprévus. »

TRAVAIL INDUSTRIEL, FORAGE DE PUIITS ; 7^o PROCÉDURE, EXPERTISE MÉDICALE.

Les personnes qui n'exercent aucune profession ou dont la profession n'est pas assujettie à la loi du 9 avr. 1898 demeurent sous l'empire du droit commun, et leur situation juridique n'est pas modifiée par cette circonstance qu'elles ont, par exception, fait exécuter, par des ouvriers de leur choix et sous leur direction, des travaux qui rentrent dans la classe de ceux que vise la loi spéciale quand ils sont entrepris par un assujetti (2^e espèce) (1);

En conséquence, on ne peut considérer comme un industriel et soumettre à la responsabilité édictée par la loi du 9 avr. 1898 le propriétaire qui a fait exécuter, par des ouvriers de son choix et sous sa direction, des travaux de surélévation dans sa maison d'habitation (2^e espèce) (2);

Jugé, au contraire, qu'un propriétaire rural doit être réputé assujetti à la loi du 9 avr. 1898, s'il a fait exécuter sur son domaine un travail de forage de puits, par des ouvriers auxquels il servait un salaire journalier et qu'il fournissait de poudre de mine et d'outils, en sorte qu'il était ainsi l'entrepreneur responsable du travail (1^{re} espèce) (3);

Peu importe, d'ailleurs, que ce propriétaire laissât les ouvriers conduire le travail à leur guise, ce fait ne pouvant l'exempter de la responsabilité qui lui incombe (1^{re} espèce) (4).

Si la loi du 9 avr. 1898 est inapplicable à l'agriculture, cette exclusion doit être restreinte aux entreprises qui ont un caractère essentiellement agricole (1^{re} espèce) (5);

En conséquence, la loi du 9 avr. 1898 est applicable au cas de forage d'un puits, ce travail ayant un caractère industriel encore bien qu'il soit exécuté sur un fonds rural (1^{re} espèce) (6).

Si, à la suite de l'accident, aucune des formalités prescrites par l'art. 11 de la loi du 9 avr. 1898 n'a été remplie, il appartient au tribunal d'ordonner une expertise médico-légale pour suppléer au certificat médical qui fait défaut (1^{re} espèce) (7).

1^{re} Espèce : — (De Gargan C. Gaigner.)

La cour d'appel de Bordeaux (2^e ch.) a rendu, le 9 janv. 1906, l'arrêt suivant :

Attendu que l'appel interjeté par Gaigner du jugement rendu le 28 juill. 1905 par le tribunal civil de Libourne, soulève deux questions : la première, de savoir si le forage d'un puits à l'aide de l'explosion de la mine entrepris par un agriculteur sur sa propriété et effectué par ses ouvriers peut donner lieu à l'application de la loi du 9 avr. 1898 sur les accidents; la deuxième, de savoir si Gaigner doit être considéré comme un entrepreneur qui ne pourrait se prévaloir de la dite loi;

Sur le premier point : — Attendu que si la loi du 9 avr. 1898 n'est pas applicable à l'agriculture, en dehors des cas prévus par la loi du 30 juin 1899, il est indubitable que cette inapplicabilité doit être restreinte aux travaux qui ont un caractère essentiellement agricole; — Attendu que le forage d'un puits est une entreprise qui n'a pas ce caractère et qui est de sa nature purement industrielle; — Attendu que, si les juges ont avec raison décidé que ce travail exécuté, comme dans l'espèce, dans le roc, avec des trous de mines, ne pouvait être assimilé à une exploitation dans laquelle sont mises en œuvre des matières explosives, il n'est pas douteux qu'il peut être compris sous une autre des entreprises industrielles précisées par l'art. 1^{er} de la loi du 9 avr. 1898; — Qu'ainsi le

(1 et 2) V. en ce sens, Civ. 21 déc. 1903, D. P. 1904. 1. 73; Limoges, 14 mars 1907, *infra*, 2^e partie; Aix, 8 avr. 1908, *ibid.*; Sachet, *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail*, 3^e édit., t. 1, n^o 229.

(3) Cette solution, d'ailleurs peu motivée, était contraire à la jurisprudence de la chambre civile (V. la note précédente), et elle a été condamnée, au bout de peu de temps, par la chambre des requêtes elle-même (V. la 2^e espèce rapportée).

(4) La direction du travail est ordinairement considérée comme une des conditions de la responsabilité du chef d'entreprise (V. notre *Nouveau Code civil annoté*, t. 4, Appendice au titre des *contrats aléatoires*, L. 9 avr. 1898, art. 1^{er}, nos 242 et suiv., 338 et suiv., p. 951 et 954).

(5) V. *ibid.*, t. 4, p. 994, L. 30 juin 1899, article unique, n^o 1.

(6) V. *ibid.*, p. 945, n^o 18.

(7) V. *ibid.*, p. 982, n^o 59; Sachet, *op. cit.*, 3^e édit., t. 2, n^o 1238.

forage d'un puits dans une propriété agricole constitue bien un chantier de construction; — Attendu, au surplus, qu'il résulte très nettement des travaux préparatoires de la loi et notamment du rapport de M. Thévenet, rapporteur de la loi au Sénat, que l'art. 1^{er} n'est qu'un énonciatif et que le législateur a voulu comprendre toutes les professions, en exceptant seulement l'agriculture; — Attendu que la profession de puisatier a dû être d'autant mieux comprise au nombre de celles visées par l'art. 1^{er} de cette loi qu'elle est de sa nature des plus dangereuses et soumise à de nombreux accidents purement professionnels; — Attendu qu'il importe peu que le travail de puisatier ait été accompli par un ouvrier agricole sur le domaine auquel il était attaché en cette qualité; — Qu'il n'en a pas moins pris part à une entreprise industrielle n'ayant aucun rapport avec l'exploitation agricole et qu'il peut se prévaloir des dispositions de la loi du 9 avr. 1898;

Sur le deuxième point: — Attendu qu'il ressort de tous les éléments de la cause et de l'enquête à laquelle a procédé M. le juge de paix de Sainte-Foy que Gaigner, ouvrier agricole du domaine des Vergues, avait été tout d'abord employé à sortir les détritiques et matériaux sous les ordres de deux puisatiers entrepreneurs successifs du puits à creuser, qu'il s'est offert de continuer, après leur renonciation, l'œuvre entreprise et que, au cours de ce travail, un salaire supplémentaire de 3 fr. 35 cent. par jour lui a été promis; — Attendu que deux autres ouvriers agricoles du domaine lui avaient été adjoints pour l'aider, mais que, s'ils étaient soumis à ses ordres, ils n'étaient pas rémunérés par lui; — Attendu, en outre, que tous les outils nécessaires et la poudre de mine lui étaient fournis par de Gargan ou son représentant; — Attendu que dans ces circonstances de fait, il n'est pas possible de décider, comme l'ont fait les premiers juges, que Gaigner était un véritable entrepreneur et comme tel ne peut invoquer les dispositions de la loi de 1898; — Attendu que de Gargan ou qu'il soit son représentant ne peut se prévaloir de ce qu'il a laissé Gaigner agir à sa guise, sans s'être même assuré s'il avait l'expérience et la capacité nécessaires pour effectuer un travail de sa nature dangereux; — Qu'en faisant effectuer le forage du puits par ses propres ouvriers, il en était lui-même l'entrepreneur et en assumait la responsabilité;

Attendu que la cour n'est pas fixée sur les conséquences de l'accident dont Gaigner est victime; — Qu'il y a lieu de le soumettre à une expertise médico-légale dans le but de rechercher s'il est résulté de ses blessures et contusions un état d'infirmité purement partiel ou total, et dans le cas d'infirmité partielle, quelle évaluation il faut faire de la diminution de sa capacité de travail; — Par ces motifs, etc.

POURVOI en cassation par le sieur de Gargan: — 1^o Violation des art. 1 et 3 de la loi du 9 avr. 1898, de la loi du 30 juin 1899 et de l'art. 7 de la loi du 20 avr. 1810, manque de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a soumis à l'application de la loi du 9 avr. 1898 un travail agricole ne rentrant ni dans l'énumération des professions prévues à l'art. 1^{er} de cette loi, ni dans les prévisions de la loi du 30 juin 1899, qui ne soumet les travaux agricoles à la loi de 1898 qu'autant qu'il est fait emploi de moteurs inanimés.

2^o Violation de l'art. 1^{er} de la loi du 9 avr. 1898, en ce que l'arrêt attaqué a reconnu au défendeur éventuel la qualité de simple ouvrier, alors qu'il avait en réalité l'entreprise et la direction exclusive du travail, et qu'il ne pouvait, dès lors, bénéficier de la loi de 1898.

3^o Violation de l'art. 303 c. pr. civ., en ce que l'arrêt attaqué n'a nommé qu'un expert unique pour établir l'étendue de l'incapacité de travail, alors que le défendeur éventuel avait pris, tant en première instance qu'en appel, des conclusions tendant à une expertise médicale dans les termes du droit commun, et qu'il n'est pas établi qu'à aucun moment de la procédure, les parties aient consenti à la nomination d'un seul expert.

ARRÊT.

LA COUR; — Sur le premier moyen pris de la violation des art. 1 et 3 de la loi du 9 avr. 1898, de la loi du 30 juin 1899 et 7 de la loi du 20 avr. 1810: — Attendu que l'énumération de l'art. 1^{er} de la loi du 9 avr. 1898 n'est pas limitative; qu'elle comprend, sous la dénomination générale d'usines, de manufactures, de chantiers, tous les ateliers industriels; que le législateur n'a nullement entendu limiter la responsabilité patronale soit à l'industrie dangereuse, soit à la grande industrie qui emploie un grand nombre d'ouvriers; — Attendu, d'autre part, que si la loi de 1898 est inapplicable à l'agriculture, cette exclusion doit être restreinte aux entreprises qui ont un caractère essentiellement agricole; — Attendu que Gaigner, chargé par Gargan, avec deux autres ouvriers, du forage d'un puits, a été blessé, le 27 mai 1904, au cours de ce travail; qu'il en est résulté pour lui une inca-

pacité totale et permanente, pour laquelle il a demandé et obtenu une pension viagère; — Attendu que, pour accueillir cette demande, la cour de Bordeaux s'est fondée sur le caractère énonciatif de l'art. 1^{er} de la loi de 1898, sur ce que l'entreprise de forage d'un puits est, de sa nature, purement industrielle, sans qu'il y ait à tenir compte de ce qu'elle a été exécutée sur un fonds rural; qu'en le décidant ainsi, l'arrêt attaqué a fait aux circonstances de la cause une application juridique des principes qui régissent la matière;

Sur le second moyen pris de la violation de l'art. 1^{er} de la loi du 9 avr. 1898: — Attendu que Gaigner avait travaillé précédemment au même puits sous la direction de deux puisatiers qui avaient abandonné le forage avant son achèvement; que Gargan, estimant que Gaigner avait acquis dans cette collaboration l'expérience nécessaire, lui a, sur sa demande, confié la suite du travail en lui adjoignant deux autres ouvriers; — Attendu que, pour considérer Gaigner non comme un entrepreneur, mais comme un simple ouvrier, la cour de Bordeaux s'est appuyée sur ce que Gargan servait un salaire journalier à ces trois hommes, leur fournissant poudre de mine et outils, et était ainsi demeuré l'entrepreneur responsable du travail à effectuer; que Gargan ne peut, d'ailleurs, se prévaloir d'avoir laissé Gaigner agir à sa guise pour décliner la responsabilité qui pèse sur lui; — Attendu que, dans ces conditions de fait, l'arrêt attaqué n'a pas violé le texte visé au moyen;

Sur le troisième moyen pris de la violation de l'art. 303 c. pr. civ.: — Attendu que, pour obtenir la réparation du dommage dont il se plaint, Gaigner a invoqué le bénéfice de la loi de 1898, la seule, d'ailleurs, dont il pût se prévaloir aux termes de l'art. 2 de ladite loi; — Attendu qu'aucune des formalités requises par l'art. 11 n'ayant été remplie, il a saisi directement le tribunal, ainsi qu'il en avait le droit; — Attendu que le juge du fait, tenu de faire établir la nature et la gravité des blessures de Gaigner, ainsi que la mesure dans laquelle sa capacité de travail était abolie, éléments nécessaires du calcul de l'indemnité forfaitaire à allouer, a pu et dû recourir au mode d'instruction organisé par la loi de 1898; qu'ainsi, en commettant un homme de l'art pour dresser le certificat médical exigé par l'art. 11, il n'a pu violer l'art. 303 c. pr. civ., inapplicable à la matière;

Par ces motifs, rejette.

Du 8 janv. 1907.-Ch. req.-MM. Tanon, pr.-Zeys, rap.-Bonnet, av. gén., c. conf.-Chabrol, av.

2^e Espèce: — (Veuve Le Jolly C. Landrin.) — ARRÊT.

LA COUR; — Sur le moyen pris de la violation des art. 1 et 3 de la loi du 9 avr. 1898, 1341 et suiv., 1353 c. civ. et 7 de la loi du 20 avr. 1810: — Attendu qu'il est constaté, en fait, que, le 28 avr. 1905, Le Jolly a été victime d'un accident mortel alors qu'il travaillait pour le compte de Landrin, propriétaire et constructeur de bateaux, lequel faisait surélever d'un étage sa maison d'habitation à Angers; — Attendu que pour écarter la demande d'indemnité formée par la veuve Le Jolly, la cour d'Angers (arrêt du 3 avr. 1906) s'est appuyée sur ce que Landrin était non un entrepreneur de bâtiment, mais un propriétaire faisant exécuter des travaux sur son fonds et pour son compte; que, pour écarter la preuve offerte, elle s'est basée sur ce qu'elle portait sur des faits non pertinents et non susceptibles de donner aux travaux exécutés par Landrin le caractère d'une entreprise industrielle dans le sens de la loi de 1898; — Mais attendu que les personnes qui n'exercent aucune profession ou dont la profession n'est pas assujettie demeurent sous l'empire du droit commun; que leur situation juridique n'est pas modifiée par cette circonstance qu'elles ont, par exception, fait exécuter, par des ouvriers de leur choix et sous leur direction, des travaux qui rentrent dans la classe de ceux que vise la loi sur les accidents du travail, quand ils sont entrepris par un assujetti; — D'où il suit qu'en refusant de considérer comme un industriel le propriétaire qui fait procéder, par des ouvriers de son choix et sous sa direction, à des travaux dans un immeuble lui appartenant, l'arrêt, juridiquement motivé, loin de violer les articles visés au pourvoi, en a fait, au contraire, une juste application aux faits par lui retenus; — Par ces motifs, rejette.

Du 12 juin 1907.-Ch. req.-MM. Tanon, pr.-Zeys, rap.-Bonnet, av. gén., c. conf.-Labbé, av.